LOI
du 24 JUILLET 1986
modifiant le Code du Travail
(J. des L. n° 42, texte 201)

Art. 1^{er} Dans la Loi du 26 juin 1974 — Code du Travail (J. des L. de 1975, n° 24, texte 141) la onzième partie est conçue comme suit :

ONZIÈME PARTIE
DES CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL
ET DES ACCORDS D'ENTREPRISE

CHAPITRE I^{er}

La convention collective de travail

Art. 238. § 1^{er}. La convention collective, appelée « convention » dans les dispositions qui suivent, est conclue pour les travailleurs employés dans les établissements de travail faisant partie d'une branche ou d'une profession données.

§ 2. Le Conseil des Ministres détermine par la voie de règlement, après entente avec l'organisation intersyndicale nationale, les professions pour lesquelles peuvent être conclues des conventions.

Art. 239. La convention collective détermine :

1) les conditions de la rémunération des travailleurs et de l'octroi d'autres prestations liées au travail ;

2) les conditions de travail propres aux particularités de la branche d'activité ou de la profession données, y compris les droits des travailleurs justifiés par le caractère du travail dans la branche ou la profession données ;

3) les règles et les formes d'aménagement dans les établissements de travail des conditions de sécurité et d'hygiène du travail ainsi que des conditions sociales et culturelles ;

4) les obligations réciproques des parties à la convention concernant les règles et les formes de coopération dans son application.

Art. 240. § 1. Les dispositions de la convention doivent se conformer aux dispositions du droit ainsi qu'à la politique sociale et économique de l'Etat arrêtée par la Diète dans le plan socio-économique.

§ 2. En vue de faire appliquer la politique centrale des salaires et des prestations arrêtée dans le plan socio-économique national, le Conseil des Ministres, après entente avec l'organisation intersyndicale nationale, détermine les règles de fixation dans les conventions des salaires et d'autres prestations et avantages liés au travail.

§ 3. La convention peut définir plus largement et plus avantageusement les droits réglés universellement et uniformément dans les dispositions du Code et dans d'autres dispositions, si les conditions particulières du travail et de la profession le justifient ou le code ou d'autres dispositions y autorisent.

Art. 241. § 1. La convention, en définissant les conditions de rémunération des travailleurs, fixe les taux travailleurs employés dans les établissements de travail autorisés à appliquer les accords salariaux d'entreprise. La convention peut également définir les autres éléments du salaire, en particulier ceux justifiés par le caractère du travail dans la branche ou la profession données ou par d'autres besoins particuliers ainsi que les éléments dépendant des résultats du travail ; la convention fixe le montant minimum de ces éléments et les règles de leur attribution.

§ 2. Pour les travailleurs employés dans les autres établissements que ceux mentionnés au § 1, la convention fixe les conditions détaillées de rémunération et d'attribution d'autres prestations liées au travail dans la branche ou la profession données, conformément aux règles arrêtées par le Conseil des Ministres en vertu de l'art. 79.

§ 3. Les suppléments à la rémunération et autres prestations sont fixées par la convention en tant p. cent du salaire minimum des travailleurs des établissements socialisés de travail ou du salaire minimum fixé par la convention.

§ 4. La convention peut adopter comme base de calcul de la rémunération pendant l'arrêt de travail sans faute du travailleur ainsi que de la rémunération des heures supplémentaires, un salaire inférieur à celui prévu à l'art. 81, § 2-4 et à l'art. 134, § 1, sans qu'elle puisse toutefois être inférieure à celui dont il est question au § 5.

§ 5. Par salaire minimum des travailleurs des établissements socialisés de travail il faut entendre le salaire minimum en vigueur au 1er janvier de l'année donnée, fixé par le Conseil des Ministres en vertu de l'art. 79.

Art. 241¹. Les parties signant la convention, en y fixant les règles et les formes de leur collaboration dans son application peuvent notamment arrêter :

1° les modalités de l'appréciation périodique du fonctionnement de la convention ;

2° les modalités d'éclaircissement des clauses de la convention et de règlement des litiges entre les parties en cette matière ;

3° les obligations réciproques concernant l'observation des dispositions de la convention.

Art. 241². § 1. La convention est conclue, du côté des établissements de travail, par l'organe compétent dont il est question au § 2, et du côté des travailleurs, par l'organisation syndicale nationale.

§2. Les organes qui concluent les conventions du côté des établissements de travail :

1° Du côté des entreprises d'Etat — le ministre compétent (chef d'un office central), après constatation du contenu de la convention entre la représentation par lui désignée des organes des entreprises d'un côté et la représentation de l'organisation syndicale compétente ; la conclusion de la convention par le ministre (le chef d'office central) exige avis favorable des organes des entreprises concernées par la convention ;

2° du côté des établissements du travail d'Etat autres que ceux mentionnés sous 1° — le ministre compétent (chef d'office central) ;

3° du côté des organisations coopératives — l'organe statutaire compétent de l'Union centrale de coopératives ;

4° du côté des organisations sociales d'envergure nationale exerçant une activité économique — l'organe statutaire compétent de ces organisations ;

5° du côté des établissements de travail non socialistes — l'organe statutaire compétent de l'union ou de l'association de ces établissements.

§ 3. Si plusieurs organisations syndicales nationales fonctionnent dans la branche ou la profession données elles peuvent désigner une représentation commune en vue de la conclusion de la convention.

§ 4. Chacune des parties peut prendre initiative de signer la convention.

Art. 241³. § 1. La convention est rédigée par écrit.

§ 2. La convention est conclue pour une durée indéterminée ; elle peut l'être pour une durée déterminée.

§ 3. Les parties à la convention conclue pour une durée déterminée peuvent reconduire la validité pour une durée déterminée ou indéterminée. Cette prolongation se fait avant l'expiration de la validité de la convention.

Art. 241⁴. § 2. La convention se dissout :

1° par consentement des parties à la convention dans le délai fixé par elles, ou

2° à l'expiration du délai de dénonciation par l'une des parties, ou

3° à l'expiration de la période pour laquelle elle a été conclue.

§ 2. La dénonciation de la convention se fait par écrit, le délai de dénonciation ne pouvant pas être inférieur à trois mois et doit prendre fin à l'expiration de l'année civile ou d'exercice.

§ 3. En cas de dissolution ou de dénonciation de la convention les parties doivent procéder sans tarder à l'établissement du contenu d'une nouvelle convention. Tant que les parties n'auront pas conclu une nouvelle convention ou prolongé la validité de la convention précédente, cette dernière reste en vigueur, à moins que les parties, n'ayant pas l'intention de conclure une nouvelle convention, ne fixent pas un autre délai de la validité de la convention précédente.

§ 4. S'il ressort d'un nouveau plan socio-économique national ou de sa modification que la convention est incompatible avec la politique sociale et économique de l'Etat, les parties doivent conclure une nouvelle convention ou modifier convenablement la convention en vigueur. Les litiges en cette matière sont soumis à la commission dont il est question à l'art. 241⁷, § 4. L'organe compétent dont il est question à l'art. 241², § 2 est tenu de prendre initiative de la modification de la convention.

Art. 241⁵. § 1. Des modifications sont apportées à la convention par des protocoles additifs.

§ 2. Les dispositions concernant les conventions sont applicables aux protocoles additifs.

Art. 241⁶. § 1. La convention est applicable à tous les travailleurs employés dans les établissements de travail concernés par elle à moins de clause contraire des parties.

§ 2. L'organe compétent dont il est question à l'art. 241², § 2 ainsi que l'organisation syndicale nationale peuvent conclure un accord d'adhésion en tout ou en partie à la convention dont ils ne sont pas parties. Les dispositions sur les conventions sont applicables à ces accords.

§ 3. Le ministre du Travail, des Salaires et des Affaires Sociales, agissant à la requête de l'organisation syndicale nationale compétente peut, lorsque la politique syndicale nationale compétente peut, lorsque la politique sociale ou économique

de l'Etat l'exige, élargir par arrêté l'application de la convention donnée aux travailleurs des établissements de travail qui ne sont concernés par aucune convention, en appliquant ses dispositions aux conditions de travail dans ces établissements.

Art. 241⁷. § 1. La convention doit être enregistrée par le ministre du Travail, des Salaires et des Affaires Sociales dans un délai de 3 mois au maximum à compter du jour où la convention a été présentée à l'enregistrement.

§ 2. La convention peut être enregistrée après que le ministre du Travail, des Salaires et des Affaires Sociales aura constaté la conformité de ses dispositions à celles du droit ainsi qu'à la politique sociale et économique de l'Etat, arrêtée par la Diète dans le plan socio-économique national, et aussi aux règles définies par le Conseil des Ministres en vertu de l'art. 240, § 2.

§ 3. Si le ministre du Travail, des Salaires et des Affaires Sociales constate la non-conformité de la convention soumise à l'enregistrement aux dispositions du droit, chacune des parties peut demander à la Cour Suprême de trancher le litige. La Cour Suprême examine l'affaire suivant la procédure gracieuse.

§ 4. Si le ministre du Travail, des Salaires et des Affaires Sociales constate la non-conformité de la convention soumise à l'enregistrement à la politique sociale et économique de l'Etat arrêtée par le parlement dans le plan socio-économique national et aux règles arrêtées par le Conseil des Ministres en vertu de l'art. 240, § 2, à la requête de l'une des parties le litige en cette matière est réglé par la commission nommée par moitié par la présidence du gouvernement et par l'organe compétent de l'organisation intersyndicale nationale. La commission tranche l'affaire sans atermoyer dans un délai de 3 mois au maximum.

§ 5. La convention entre en vigueur dans le délai y indiqué mais au plus tôt le jour de l'enregistrement de la convention.

§ 6. Les clauses de la convention se substituent dès le jour de son entrée en vigueur les conditions correspondantes des contrats de travail découlant des dispositions antérieures, et dans les établissements de travail dont il est question à l'art. 241, § 1 — dès le jour de l'entrée en vigueur de l'accord d'entreprise conformément aux dispositions du Chapitre II.

§ 7. Les dispositions du chapitre 5 de la Loi sur les syndicats ne sont pas applicables en ce qui concerne les clauses de la convention tant que les parties sont en train de se concerter sur le projet de la convention, pendant que se déroule la procédure d'enregistrement et aussi pendant la solution d'un litige suivant la procédure prévue aux § 3 et 4.

Art. 241⁸. Les clauses des conventions ont force obligatoire sous réserve de l'art. 241¹¹, § 2, dans tous les établissements de travail concernés par la convention.

Art. 241⁹. Le Conseil des Ministres, après entente avec l'organisation syndicale nationale, définira par règlement les modalités de la formation, de la dissolution et de l'enregistrement des conventions.

CHAPITRE II

Contrat collectif d'entreprise

Art. 241¹⁰. Dans les établissements de travail dont il est question à l'art. 241, § 1 sont conclus des contrats collectifs d'entreprise appelés „contrats” dans les dispositions qui suivent.

Art. 241¹¹. Un contrat renferme :

1° Les tâches liées à l'exécution des plans de l'établissement en ce qui concerne la création des conditions favorables à l'accroissement de la productivité du travail, à l'amélioration des résultats de l'établissement et au renforcement de la discipline au travail.

2° Un accord salarial d'entreprise fixant les conditions détaillées concernant le travail et les autres prestations dues au titre de travail. Les règles relatives aux accords salariaux d'entreprise sont établies par des dispositions spéciales.

3° Les règles détaillées concernant les conditions de travail et les règles de l'application d'autres clauses du contrat, en vertu et dans les limites de la délégation prévue par la convention.

§ 2. Les dispositions de la convention concernant les salaires et les autres prestations prévues par la convention pouvant être appliquées à condition que l'établissement de travail possède des ressources qu'il s'est procurées conformément au principe d'autofinancement.

§ 3. L'accord peut prévoir des rémunérations et des prestations plus élevées que les minima fixés par la convention lorsque l'établissement de travail :

1° possède des ressources qu'il s'est procurées conformément au principe d'autofinancement affectées aux rémunérations et prestations, et

2° applique les normes de travail conformément aux règles définies à l'art. 83.

§ 4. Les dispositions du § 3 ne sont pas applicables à l'établissement de travail concerné par la procédure tendant à améliorer sa situation économique, la procédure de liquidation ou la procédure de faillite.

§ 5. L'accord peut prévoir l'application des règles définies à l'art. 241, § 4 au calcul de la rémunération pendant l'arrêt de travail sans faute du travailleur ainsi que du supplément pour les heures supplémentaires.

Art. 241.¹² § 1. L'accord est conclu par l'organisation syndicale d'établissement d'un côté, et par le chef de l'établissement — après avoir pris avis du conseil de travailleurs et obtenu une opinion positive de l'assemblée générale des travailleurs (délégués) — de l'autre.

§ 2. Les parties à l'accord et le conseil de travailleurs définissent les modalités de l'obtention de l'opinion dont il est question au § 1er.

Art. 241.¹³ § 1. L'accord est rédigé par écrit.

§ 2. L'accord doit être enregistré :

1° par l'organe fondateur,

2° par la direction de l'Union centrale de coopératives,

3° par l'unité d'organisation compétente supérieure à l'établissement de travail après constatation de la conformité du projet de l'accord avec les dispositions du droit et celles de la convention et après avis pris de l'organisation syndicale nationale compétente.

§ 3. En cas de refus de l'enregistrement, les parties à l'accord et l'organe autorisé à effectuer l'enregistrement sont tenus d'entamer sans délai des négociations en vue d'aboutir à la conformité aux dispositions du droit et à celles de la convention. Si les négociations n'aboutissent pas chacune des parties à l'accord peut demander que soit engagée la procédure de conciliation. Cette procédure est conduite par une commission nommée par moitié par chacune des parties au litige et par l'arbitre invité par elles, ayant une formation juridique qui préside.

§ 4. La procédure devant la commission de conciliation doit aboutir à une entente dans un délai de 14 jours. Si la procédure de conciliation n'aboutit pas, chacune des parties à l'accord peut demander que le litige soit réglé par le tribunal.

§ 5. Les litiges dont il est question au § 4 sont examinés par les tribunaux

locaux — tribunaux de travail compétents relativement au siège de l'établissement de travail, suivant la procédure gracieuse.

Art. 241.¹⁴ L'accord entre en vigueur le jour de son enregistrement, à moins que les parties concluant l'accord ne fixent un délai plus éloigné.

Art. 241.¹⁵ § 1. Le contrat est conclu pour la durée de la convention.

§ 2. Les parties concluant l'accord peuvent fixer une autre période de sa force obligatoire.

§ 3. La modification de l'accord se fait suivant la procédure prévue pour sa formation et son enregistrement.

Art. 241.¹⁶ § 1. En ce qui concerne les matières concernant la formation et la résiliation du contrat — pour autant qu'elles ne sont pas réglées par les dispositions du présent chapitre — les dispositions des articles 241¹ § 3, art. 241⁴, 241⁵, 241⁶ § 1 et 241⁷ § 6 et 7, concernant les conventions.

§ 2. Le Conseil des Ministres, après entente avec l'organisation intersyndicale nationale, définira par règlement les modalités de la formation et de l'enregistrement des contrats.

Art. 241.¹⁷ Les dispositions du présent chapitre ne portent pas atteinte aux attributions de l'autogestion du personnel découlant des dispositions spéciales ».

Art. 2. 1. Une convention collective peut attribuer aux travailleurs, retraités et pensionnés et aux membres de leurs familles, des droits déterminés, l'étendue et le montant de ces droits étant les mêmes qu'antérieurement.

2. Une convention collective peut maintenir en vigueur la part fixée en tant pour cent des prestations sectorielles dans la rémunération totale. Elle ne peut prévoir d'autres prestations que celles prévues par les dispositions antérieures.

3. Le Conseil des Ministres, en entente avec l'organisation intersyndicale nationale, en tenant compte de la situation économique du pays, procède tous les deux ans à l'analyse du montant des prestations fixées pour les différentes branches et professions ainsi que de la possibilité d'augmentation ou d'élargissement de ces prestations.

Art. 3. Les dispositions de l'art. 2 sont applicables aux personnes exécutant un travail au profit d'un établissement de travail sur une autre base que le rapport de travail, en particulier aux personnes travaillant à domicile.

Art. 4. La Loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1987.